

PARLEMENTAIRES

INFORMATIONS

52e législature



du 15/06/2009 au 19/06/2009

067

Pour de plus amples informations, surfez sur :

www.lachambre.be

Informations Parlementaires est le bulletin de la Chambre des représentants de Belgique et décrit les activités qui s'y sont déroulées au cours de la semaine écoulée (du jeudi au jeudi). Il paraît chaque semaine en français et en néerlandais, sauf pendant les vacances parlementaires.

Informations Parlementaires est adressé à toute personne qui en fait la demande.

Le prix de l'abonnement s'élève à 13,00€) par année parlementaire (du deuxième mardi d'octobre au deuxième mardi d'octobre de l'année suivante). Le montant doit être versé sur le compte n° **000-1648428-10 de la "Chambre des représentants publications à 1008 Bruxelles"**.

Le bulletin paraît en néerlandais sous le titre de **Parlementaire mededelingen** ; l'abonnement aux deux versions s'élève à 26,00 €.

Cette publication est entièrement réalisée par les services de la Chambre.

coordination et rédaction : Service des Relations publiques et internationales

tél : 02/549.81.77 - 02/549.80.80

fax : 02/549.83.02

E-mail : pri@lachambre.be

lay-out : PRI

impression : Imprimerie de la Chambre

adresse postale : Chambre des représentants de Belgique
B - 1008 BRUXELLES

entrée visiteurs : 13, rue de Louvain - Bruxelles

éditeur responsable : le secrétaire général de la Chambre



Table des matières

ORGANES DE LA CHAMBRE

PRÉSIDENCE	3
COMMISSIONS	
Réunions de commissions	5
SÉANCE PLÉNIÈRE	
Proposition de résolution	27
Questions orales	27
Parlement européen - Incompatibilité	30
Réclamations contre les opérations électorales du 7 juin 2009	31
RELATIONS INTERNATIONALES	33
COMMUNIQUÉ DE PRESSE	35
PUBLICATIONS	37

ANNEXES

Demandes d'interpellations	41
Projets de loi, propositions et rapports de commission	43
Avis du Conseil d'État	45
Assemblées parlementaires internationales	47

ADDENDA	49
Agenda des séances plénières et des réunions de commissions	51



SEMAINE DU 15 JUIN AU 19 JUIN 2009



ORGANES DE LA CHAMBRE

PRESIDENCE

MERCREDI 10 JUIN 2009

RÉPUBLIQUE D'ARMÉNIE

Le mercredi 10 juin 2009, le Président de la Chambre, Monsieur Patrick Dewael a rencontré Son Excellence Monsieur Viguen Tchitetchian, Ambassadeur de la République d'Arménie.

Monsieur Tchitetchian est en poste à Bruxelles depuis 1997, en tant que chef de la Mission d'Arménie auprès de l'OTAN jusqu'en 2004 et ensuite en tant qu'ambassadeur de la République d'Arménie auprès des pays du Benelux et chef de la Mission d'Arménie auprès de l'U.E. Il quitte Bruxelles pour devenir Ambassadeur à Paris.



L'Ambassadeur se réjouit des excellentes relations entre l'Arménie et la Belgique et plus particulièrement entre la Chambre des Représentants et le Parlement arménien. Il rappelle que l'ancien président de la Chambre Monsieur Herman De Croo s'est rendu en Arménie à deux reprises. Monsieur Tchitetchian invite le Président Dewael à se rendre en Arménie à son tour. Il apprécie particulièrement le rôle que joue la Belgique au sein de l'Union européenne.

En outre, l'entretien a porté sur les points suivants :

- Les relations avec la Turquie, la Géorgie, la Russie
- Le rapprochement de l'Arménie avec l'Europe après l'indépendance et l'ère communiste
- La diaspora arménienne
- La crise économique et financière en Arménie et en Europe
- La situation politique en Belgique





COMMISSIONS

Infrastructure

COMMISSION DE L'INFRASTRUCTURE, DES COMMUNICATIONS ET DES ENTREPRISES PUBLIQUES

Président : Mme Ine Somers

➤ LUNDI 15 JUIN 2009

1. Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la gare de Louvain frappée par la foudre" (n° 13511).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

2. Question de Mme Ine Somers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'évolution de la dette de la SNCB" (n° 13512).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

3. Question de Mme Carine Lecomte au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "le billet 'Seniors'" (n° 13544).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Questions jointes :

- Question de Mme Carine Lecomte au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la pérennité de l'atelier SNCB de Stockem" (n° 13545).

- Question de M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la position de la SNCB concernant l'atelier de Stockem" (n° 13675).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

5. Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la carte d'identité électronique utilisée comme billet de train" (n° 13654).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.



6. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'élargissement des conseils d'administration d'Infrabel et de la SNCB" (n° 13640).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "les travaux réalisés sous la piste de décollage à Zaventem" (n° 13653).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question de M. Michel Doomst au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "des gares RER supplémentaires à Schaerbeek" (n° 13655).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

9. Question de M. Patrick De Groote au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'état d'avancement du dossier relatif à la construction d'un pont ferroviaire à Moerbrugge" (n° 13663).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "B-Clean et d'autres équipes de nettoyage" (n° 13667).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la réglementation relative à l'utilisation de taxis lorsque les voyageurs ne peuvent arriver à destination" (n° 13668).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

12. Question de M. David Geerts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "l'évaluation du programme SAP" (n° 13669).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.



➤ **MERCREDI 17 JUIN 2009**

1. Projet de loi portant confirmation des arrêtés royaux pris en application de l'article 13 de la loi programme du 8 juin 2008, n° 2035/1.

- Rapporteur : M. Roel Deseyn.
- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a donné un exposé introductif.
- La discussion générale et la discussion des articles ont eu lieu.
- Les 2 articles ont été adoptés sans modifications.
- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité par 9 voix et 2 abstentions.

2. Audition sur le frêt ferroviaire de :

- M. Marc Descheemaeker (SNCB);
- M. Luc Lallemand (Infrabel);
- M. Jannie Haek (SNCB-Holding);
- M. Joachim Coens (Maatschappij van de Brugse Zeevaartinrichtingen);
- M. Jan Blomme (Gemeentelijk Havenbedrijf Antwerpen);
- Mme Monika Heiming (European Rail Freight Association);
- M. Pierre Arnold (Centre Interuniversitaire d'Etude de la Mobilité);
- MM. Dominique Dalne et Luc Piens (CSC);
- M. Gérard Gelmini (FGTB).

- Conformément à l'article 32 du Règlement de la Chambre, la commission a décidé d'émettre un rapport de l'audition sous la forme d'un document parlementaire.
- Rapporteur : M. Roel Deseyn.
- Les invités ont donné un exposé introductif.
- Les membres de la commission ont posé des questions et formulé des remarques.
- Les invités y ont répondu.

Prochaine séance : Lundi 22 juin 2009.

Questions européennes

RÉUNION COMMUNE DU COMITÉ D'AVIS CHARGÉ DES QUESTIONS EUROPÉENNES ET DE LA COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Présidents : M. Herman De Croo et Mmes Hilde Vautmans et Anne Delvaux

➤ **MARDI 16 JUIN 2009**

Exposé du Premier ministre sur l'ordre du jour du Conseil européen des 18 et 19 juin 2009.

- Echange de vues.

Prochaine réunion : mardi 23 juin 2009.



Justice

COMMISSION DE LA JUSTICE

Président : Mme Mia De Schamphelaere

➤ **MARDI 16 JUIN 2009**

1. Question de M. Jo Vandeurzen au ministre de la Justice sur “le permis de séjour des imams” (n° 13567).

- Le ministre de la Justice a répondu.

2. Questions jointes :

- Question de M. Robert Van de Velde au ministre de la Justice sur “le tribunal d’Anvers” (n° 13583).

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “la ‘mesure’ qui a été prise à l’égard du juge pénal anversoï, M. Walter Desmedt” (n° 13587).

- Question de M. Raf Terwingen au ministre de la Justice sur “l’indépendance fonctionnelle des juges” (n° 13598).

- Question de Mme Carina Van Cauter au ministre de la Justice sur “la liberté individuelle d’un juge” (13734).

- Le ministre de la Justice a répondu.

3. Questions jointes :

- Question de M. Fouad Lahssaini au ministre de la Justice sur “la détention d’une mère avec bébé” (n° 13631).

- Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur “la présence de nouveau-nés en prison, en compagnie de leur mère incarcérée” (n° 13672).

- Le ministre de la Justice a répondu.

4. Questions jointes:

- Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “les faits à l’origine du rappel de l’ambassadeur belge à Moscou” (n° 13637).

- Question de M. Francis Van den Eynde au ministre de la Justice sur “l’affaire des visas illégaux émis par l’ambassade à Moscou” (n° 13647).

- Le ministre de la Justice a répondu.

5. Question de M. Renaat Landuyt au ministre de la Justice sur “l’organisation des procès d’assises en attente d’une réglementation légale en matière de motivation” (n° 13643).

- Le ministre de la Justice a répondu.

6. Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur “les indemnités de procédure en droit du travail” (n° 13676).

- Le ministre de la Justice a répondu.



7. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre de la Justice sur “le palais de justice de Tournai” (n° 13677).

- Le ministre de la Justice a répondu.

8. Question de Mme Clotilde Nyssens au ministre de la Justice sur “le ‘stage externe’ effectué par les stagiaires judiciaires” (n° 13695).

- Le ministre de la Justice a répondu.

9. Questions jointes:

- Question de M. Ben Weyts au secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et Secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice sur “la corruption auprès de fonctionnaires fédéraux” (n° 13621).

- Question de monsieur Ben Weyts au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “la corruption auprès de fonctionnaires fédéraux” (n° 13622).

- Le secrétaire d’Etat à la Coordination de la lutte contre la fraude, adjoint au premier ministre, et Secrétaire d’Etat, adjoint au ministre de la Justice a répondu.

10. Projet de loi portant modification de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, de la loi du 26 juin 1963 relative à l’encouragement de l’éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu’au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d’épreuves sportives et de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale, n° 1992/1.

Propositions de loi jointes :

- Proposition de loi (Thierry Giet, Daniel Bacquelaine, Hendrik Daems, Herman De Croo) complétant l’article 5 de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, n°s 430/1 à 5.

Amendements de M. Terwingen, Mme De Rammelaere, M. Giet et Mmes Lahaye-Battheu et De Schamphelaere.

Avis de la Commission des jeux de hasard.

Avis du Conseil d’Etat.

- Proposition de loi (Jan Mortelmans, Bart Laeremans, Bert Schoofs) visant à modifier la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, n° 560/1.

- Proposition de loi (Sarah Smeyers, Els De Rammelaere) modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, n° 1971/1.

- Proposition de loi (Hilâl Yalçin, Mia De Schamphelaere, Raf Terwingen, Servais Verherstraeten) modifiant la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, n° 2032/1.

(Continuation). (Rapporteurs: Mmes Marie-Christine Marghem et Sabien Lahaye-Battheu).

- La commission a constaté que seules quelques dispositions du projet relevaient de l’article 77 de la Constitution et a dès lors décidé de faire application de l’article 72,2, alinéa 2, du Rgt. Une note sera adressée à cette fin au comité de concertation.

- La discussion générale a été poursuivie.



- Conformément à l'article 28 du Rgt., la commission a décidé de procéder à des auditions qui auront lieu le 23 juin 2009.
- La commission souhaite par ailleurs que le service juridique vérifie la concordance linguistique des articles du projet de loi.

Santé publique

COMMISSION DE LA SANTÉ PUBLIQUE, DE L'ENVIRONNEMENT ET DU RENOUVEAU DE LA SOCIÉTÉ

Président : Mme Muriel Gerkens

➤ **MARDI 16 JUIN 2009**

1. Ordre des travaux.

- L'ordre du jour des prochaines semaines a été fixé.

2. Projet de loi modifiant l'arrêté royal du 13 septembre 1999 relatif à l'étiquetage des denrées alimentaires préemballées, afin d'attirer l'attention sur les risques liés à la consommation d'alcool pendant la grossesse - Transmis par le Sénat, n° 1206/1. (Continuation). (Rapporteur : Mme Maya Detiège).

- La discussion a été clôturée.
- Co-rapporteur : Mme Katia della Faille.
- Le projet de loi a été adopté à l'unanimité.

3. Proposition de loi (Sarah Smeyers) relative à une interdiction générale de fumer dans des lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac, n°s 780/1 à 5. (Continuation). (Rapporteur : M. David Geerts).

Amendement de Mme Sarah Smeyers.

Avis du Conseil d'Etat.

4. Proposition de loi (Nathalie Muylle, Jef Van den Bergh) instaurant une réglementation générale relative à l'interdiction de fumer dans les lieux fermés accessibles au public et à la protection des travailleurs contre la fumée du tabac, n°s 1768/1 et 2.

5. Proposition de loi (Koen Bultinck, Rita De Bont, Hagen Goyvaerts, Peter Logghe, Guy D'haeseleer) simplifiant la réglementation concernant la consommation de tabac dans les lieux publics, n° 1763/1.

- La commission a décidé de joindre les propositions de loi n°s 780, 1768 et 1763.
- Rapporteur : M. David Geerts (pour l'ensemble).
- La discussion a été entamée.

6. Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la pénurie croissante d'internistes généraux dans les grands hôpitaux" (n° 13558).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.



7. Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la commission d’agrément pour l’oncologie” (n° 13568).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Flor Van Noppen à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les listes positives de mammifères et de reptiles” (n° 13588).

- Question de Mme Nathalie Muylle à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la liste positive de mammifères” (n° 13627).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

9. Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les différences entre les Régions en matière de dépistage du cancer du sein” (n° 13603).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

10. Questions jointes :

- Question de M. Michel Doomst à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “l’interdiction d’installer un pylône GSM” (n° 13656).

- Question de M. Jean-Luc Crucke à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le risque sanitaire lié aux pylônes d’antennes relais” (n° 13706).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

11. Question de M. Michel Doomst à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les erreurs de médication” (n° 13657).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

12. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “l’absence de réponse satisfaisante au lymphangiome kystique” (n° 13678).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

13. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la pratique différenciée de l’euthanasie en Flandre et en Communauté française” (n° 13686).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

14. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le non-remboursement du médicament Lyrica en cas de douleurs neuropathiques” (n° 13687).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.



15. Question de Mme Muriel Gerkens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les centres de référence de la douleur” (n° 13718).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

16. Question de Mme Muriel Gerkens à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “les obligations de délivrance de produits pharmaceutiques par les pharmaciens” (n° 13720).

- La vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

➤ **MERCREDI 17 JUIN 2009**

1. Question de M. Jacques Otlet à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur “une proposition de tarif social numérique” (n° 12546).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

2. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur “les demandeurs d'asile atteints de tuberculose” (n° 12625).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

3. Question de Mme Nathalie Muylle à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur “l'octroi d'un revenu d'intégration aux apatrides” (n° 12940).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

4. Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur “des pratiques peut-être illégales du CPAS de Schaerbeek “ (n° 13225).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

5. Questions jointes:

- Question de M. Michel Doomst à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur “les places d'accueil de Fedasil” (n° 13497).

- Question de Mme Martine De Maght à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur “l'accueil des demandeurs d'asile” (n° 13652).

- Question de Mme Zoé Genot à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur “la sortie forcée des européens des lieux d'accueil et le manque de places (n° 13747).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

6. Question de Mme Marie-Martine Schyns à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur “le succès ‘mitigé’ de la prime à l'achat d'un convecteur au gaz” (n° 13552).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.



7. Question de Mme Sonja Becq à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "le statut des accueillants d'enfants et le revenu d'intégration" (n° 13743).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

Prochaine réunion : mardi 23 juin 2009.

Relations extérieures

COMMISSION DES RELATIONS EXTÉRIEURES

Président : Mme Hilde Vautmans

➤ **MARDI 16 JUIN 2009**

1. Echange de vues avec :

- M. Augustin NSANZE, ministre des Affaires étrangères du Burundi;
- Mme Clotilde NIZIGAMA, ministre des Finances du Burundi;
- une délégation parlementaire burundaise.

Réunion commune avec la commission Relations extérieures et Défense du Sénat.

- Sont intervenus : M Xavier Baeselen, Mme Sabine de Bethune (Sénat), M Herman de Croo, M Bruno Tuybens, Mme Els Schelfhout (Sénat) et Mme Marleen Temmerman (Sénat).

2. Question de Mme Muriel Gerken au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "l'accueil d'enfants biélorusses victimes de Tchernobyl en Belgique" (n° 13169).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

3. Question de M. Georges Dallemagne au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les violences dans l'Est du Congo" (n° 13315).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

4. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la position de la Belgique à l'égard de l'enquête du Conseil des droits de l'homme de l'ONU sur d'éventuels crimes de guerre commis à Gaza et dans le sud d'Israël" (n° 13367).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

5. Question de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "les efforts déployés par la Belgique en faveur de compatriotes au Qatar" (n° 13446).

- Le secrétaire d'Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.



6. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “les premières constatations du ‘business council’ sur les intérêts économiques belges à l’étranger” (n° 13470).

- Le secrétaire d’Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

7. Question de M. Xavier Baeselen au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “l’espionnage informatique chinois” (n° 13528).

- Le secrétaire d’Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

8. Question de M. Josy Arens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “la ratification par la France de l’Avenant à la Convention entre la Belgique et la France tendant à éviter les doubles impositions” (n° 13536).

- Le secrétaire d’Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

9. Question de M. Philippe Henry au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “la candidature de M. Poncelet comme directeur général à l’Agence internationale de l’énergie atomique” (n° 13538).

- Le secrétaire d’Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

10. Question de M. Bruno Tuybens au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “l’application éventuelle de la peine de mort au Yémen” (n° 13601).

- Le secrétaire d’Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

11. Question de M. François-Xavier de Donnea au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur “les derniers crimes et exactions de la rébellion ougandaise en Haut-Uele” (n° 13694).

- Le secrétaire d’Etat aux Affaires étrangères, chargé de la Préparation de la Présidence européenne, adjoint au ministre des Affaires étrangères a répondu.

➤ **MERCREDI 17 JUIN 2009**

Rapport 2006-2008 de l’Evaluateur spécial de la Coopération au développement.

- Exposé introductif de l’Evaluateur spécial.
- Echange de vues.

Réunion commune avec la commission Relations extérieures et Défense du Sénat.

- Rapporteurs : Mme Lieve Van Daele (Chambre) et Mme Sabine de Bethune (Sénat).
- Sont intervenus : outre l’Evaluateur spécial, M. Dominique de Crombrugghe, M. Herman De Croo, Mme Sabine de Bethune (Sénat), M. Fouad Lahssaini, Mme Lieve Van Daele, M. Philippe Mahoux (Sénat), Mme Marleen Temmerman (Sénat) et Mme Hilde Vautmans.

Prochaine réunion : mardi 23 juin 2009.



Affaires sociales

COMMISSION DES AFFAIRES SOCIALES

Président : M. Yvan Mayeur

➤ **MARDI 16 JUIN 2009**

1. Questions jointes :

- Question de M. Luc Goutry à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "la limite du travail autorisé pour les bénéficiaires d'une pension de survie" (n° 13084).
- Question de Mme Sonja Becq à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "la suspension du paiement des pensions de retraite et/ou de survie en cas de dépassement d'au moins 15% du plafond de revenu professionnel autorisé" (n° 13313).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

2. Question de Mme Sonja Becq à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "l'insuffisance des moyens de communication mis à la disposition des 'Pointpensions'" (n° 13087).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

3. Question de M. Jean-Luc Crucke à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "les pensions complémentaires des agents contractuels du service public" (n° 13142).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

4. Question de Mme Sonja Becq à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "la polyvalence de la demande d'estimation des droits constitués et encore à constituer en matière de pension" (n° 13604).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

5. Question de M. Stefaan Vercamer à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "la composition du conseil d'administration du Fonds de l'économie sociale et durable" (n° 13605).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

6. Question de Mme Sonja Becq à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes sur "le paiement des pensions" (n° 13606).

- La ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes a répondu.

7. Ordre des travaux.

8. Question de M. Luc Goutry à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur "la garde de nuit de patients bénéficiant de soins à domicile et se trouvant en situation de grande dépendance" (n° 13262).

- La vice-première ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.



9. Question de M. Stefaan Vercamer à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le cumul de l’indemnité de frais forfaitaires et de l’indemnité kilométrique pour les volontaires en 2009” (n° 13595).

- La vice-première ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

10. Question de M. Jean-Jacques Flahaux à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “la difficile utilisation de la carte européenne d’assurance maladie” (n° 13683).

- La vice-première ministre des Affaires sociales et de la Santé publique a répondu.

Prochaine réunion : mardi 23 juin 2009.

Economie

COMMISSION DE L’ECONOMIE, DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE, DE L’EDUCATION, DES INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES ET CULTURELLES NATIONALES, DES CLASSES MOYENNES ET DE L’AGRICULTURE

Président : M. Bart Laeremans

➤ **MARDI 16 JUIN 2009**

1. Ordre des travaux.

- Discussion des articles de presse CREG.
- Débat de procédure.
- Sont intervenus : Mme Katrien Partyka, M. Joseph Georges, Mme Tinne Van der Straeten, MM. Willem-Frederik Schiltz, David Clarinval et Bart Laeremans.

2. Projet de loi portant modification de la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations, n° 2022/1.

Propositions de loi jointes:

- Proposition de loi (Bruno Tobback et consorts) modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations en ce qui concerne la participation d’acteurs de marché dans les gestionnaires de réseau, n° 1600/1.
 - Proposition de loi (Flor Van Noppen) instaurant une part de marché maximale sur les marchés du gaz et de l’électricité, n° 1513/1.
 - Proposition de loi (Flor Van Noppen) modifiant la législation relative au marché du gaz et de l’électricité en ce qui concerne le dégroupage des gestionnaires de réseau et des acteurs du marché, n° 1537/1.
 - Proposition de loi (Tinne Van der Straeten et consorts) modifiant la loi du 12 avril 1965 relative au transport de produits gazeux et autres par canalisations et relative à la gouvernance d’entreprise pour les gestionnaires du secteur du gaz naturel, n° 1886/1.
- Rapporteur : M. Willem-Frederik Schiltz.
 - Le ministre du Climat et de l’Energie a donné un exposé introductif.
 - Sont intervenus : M. Bruno Tobback, Mme Tinne Van der Straeten, Mme Katrien Partyka, MM. David Clarinval, Flor Van Noppen et Bart Laeremans.



- La discussion des articles est terminée.
- Des amendements ont été déposés par M. Flor Van Noppen et Mme Tinne Van der Straeten et consorts.
- Les amendements ont été rejetés.
- Les articles ont été adoptés.
- L'ensemble du projet de loi, moyennant un nombre de corrections de texte, a été adopté par 11 voix et 4 abstentions.
- Les propositions de loi jointes deviennent par conséquent sans objet.

3. Projet de loi relatif à l'obligation d'incorporation de biocarburant dans les carburants fossiles mis à la consommation, n° 2037/1. (Pour mémoire).

- Rapporteur : Mme Colette Burgeon.
- Le ministre du Climat et de l'Énergie a donné un exposé introductif.
- La commission approuve de terminer le projet le 23 juin 2009 afin de pouvoir le traiter en séance plénière le 25 juin 2009 (urgence).

4. Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les problèmes d'accessibilité de nos ports occasionnés par la présence de parcs éoliens en Mer du Nord" (n° 13594).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

5. Questions jointes :

- Question de M. Peter Logghe au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les protestations contre le site choisi pour l'implantation d'un parc éolien en mer du Nord" (n° 13661).
- Question de Mme Katrien Partyka au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le trafic maritime près du Thortonbank" (n° 13736).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

6. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au ministre du Climat et de l'Énergie sur "la fiabilité du label MSC" (n° 13611).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

7. Question de Mme Nathalie Muylle au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'octroi d'une concession à Rentel pour la construction d'un nouveau parc à éoliennes en mer du Nord" (n° 13626).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

8. Questions jointes :

- Question de M. Flor Van Noppen au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le gonflement artificiel des prix de l'énergie par Electrabel" (n° 13648).
- Question de M. Bart Laeremans au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le nouveau rapport de la CREG concernant les tarifs d'électricité élevés d'Electrabel" (n° 13649).
- Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les supposées manipulations des cours de Belpex par Electrabel" (n° 13650).
- Question de Mme Karine Lalieux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les présomptions de manipulation de marchés par Electrabel" (n° 13696).



- Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre du Climat et de l'Energie sur "la nouvelle tension entre la Creg et Electrabel" (n° 13708).
- Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Energie sur "les prix de gros en matière d'électricité" (n° 13713).
- Question de M. Joseph George au ministre du Climat et de l'Energie sur "les accusations portées par la Creg visant Electrabel" (n° 13726).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

9. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "les risques de pollution liés à l'utilisation d'éthanol" (n° 13681).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

10. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'affichage du coût écologique sur les produits de consommation" (n° 13682).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

11. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le coût des énergies vertes" (n° 13691).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

12. Question de M. Philippe Henry au ministre du Climat et de l'Energie sur "les accusations de dépenses excessives et de manque de déontologie de la Creg" (n° 13705).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

13. Question de M. Jean-Luc Crucke au ministre du Climat et de l'Energie sur "l'annulation par la cour d'appel de l'AR qui permettait de bloquer les propositions de tarifs des GRD" (n° 13707).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

14. Question de Mme Tinne Van der Straeten au ministre du Climat et de l'Energie sur "un point de branchement en mer" (n° 13712).

- Le ministre du Climat et de l'Énergie a répondu.

15. Question de M. Mathias De Clercq au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la loi concernant la lutte contre le retard de paiement" (n° 13477).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

16. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le changement de banque" (n° 13541).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.



17. Question de Mme Zoé Genot au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la création d'une Cour internationale pour les Brevets" (n° 13565).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

18. Question de M. Peter Logghe au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la fiche de salaire électronique" (n° 13589).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

19. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "l'amélioration des paiements par cartes bancaires" (n° 13679).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

20. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la politique clientèle de VOO" (n° 13690).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

21. Questions jointes :

- Question de M. Luk Van Biesen au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "le paiement de droits à la Sabam par les accueillantes d'enfants" (n° 13729).

- Question de Mme Liesbeth Van der Auwera au ministre pour l'Entreprise et la Simplification sur "la perception des droits d'auteurs par la Sabam" (n° 13760).

- Le ministre pour l'Entreprise et la Simplification a répondu.

Prochaine séance : mardi 23 juin 2009.

Révision Constitution

COMMISSION DE RÉVISION DE LA CONSTITUTION ET DE LA RÉFORME DES INSTITUTIONS

Président : M. Patrick Dewael

➤ **MARDI 16 JUIN 2009**

Projet de loi modifiant la loi du 31 décembre 1983 de réformes institutionnelles pour la Communauté germanophone en ce qui concerne les incompatibilités pour les membres du Parlement de la Communauté germanophone - Transmis par le Sénat, n° 2018/1.

La réunion a été ajournée, faute de quorum (Rgt. Art. 25).

Prochaine réunion : mardi 23 juin 2009.



Sécurité nucléaire

SOUS-COMMISSION DE LA SÉCURITÉ NUCLÉAIRE

Président : Mme Katrien Partyka

➤ **MERCREDI 17 JUIN 2009**

1. Fonctionnement et missions du Conseil scientifique des Rayonnements ionisants auprès de l'AFCN: audition de M. Jean-Paul Samain, Président du Conseil scientifique.
(Rapporteurs: Mme Tinne Van der Straeten et M. Eric Thiébaud).

2. Exposé de Mme An Fremout, chef du service "Protection de la santé, Dosimétrie et Physique médicale" de l'AFCN sur la surveillance médicale et dosimétrique des travailleurs exposés aux rayonnements ionisants.
(Rapporteurs: Mme Tinne Van der Straeten et M. Eric Thiébaud).

- Les auditions de M. Samain et de Mme Fremout ont eu lieu et ont été suivies d'un échange de vues avec les membres.

3. Ordre des travaux.

- Les membres de la sous-commission effectueront une visite de travail dans les locaux de l'AFCN le mercredi 1^{er} juillet.

- La subcommission discutera de l'organisation de ses prochains travaux le jeudi 9 juillet 2009 avant le début de la séance plénière.

Prochaine séance : mercredi 1^{er} juillet 2009.

Droit de la famille

SOUS-COMMISSION "DROIT DE LA FAMILLE"

Président : Mme Clotilde Nyssens

➤ **MERCREDI 17 JUIN 2009**

Réunion à huis clos

1. Proposition de loi (Raf Terwingen, Mia De Schamphelaere, Mark Verhaegen) modifiant le Code civil en ce qui concerne l'autorisation pour une constitution de partie civile dans le cadre de la tutelle, n° 1838/1.

2. Proposition de loi (Carina Van Cauter, Herman De Croo, Guido De Padt, Thierry Giet, Olivier Hamal, Sabien Lahaye-Battheu, Marie-Christine Marghem, Katrien Schryvers) modifiant le Code judiciaire en ce qui concerne l'attribution de demandes relatives à l'état des personnes, n° 1645/1.

3. Proposition de loi (Sarah Smeyers, Raf Terwingen) modifiant le Code civil en ce qui concerne les empêchements à mariage en cas d'adoption, n° 1338/1.



4. Ordre des travaux.

-Vu le nombre restreint de membres présents, la présidente a décidé de lever la réunion.

Prochaine séance : mercredi 24 juin 2009.

Finances et Budget

COMMISSION DES FINANCES ET DU BUDGET

Président : M. François-Xavier de Donnea

➤ **MERCREDI 17 JUIN 2009**

1. Question de Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances sur "le prêt vert" (n° 13585).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

2. Question de Mme Nathalie Muylle au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "les mesures fiscales concernant les investissements visant à économiser l'énergie" (n° 13651).

- Le secrétaire d'État à la Modernisation du Service public fédéral Finances, à la Fiscalité environnementale et à la Lutte contre la fraude fiscale, adjoint au ministre des Finances a répondu.

3. Projet de loi visant à modifier le Code de taxe sur la valeur ajoutée, n° 2027/1.

- Rapporteur : M. Christian Brotcorne.

- Le ministre a donné un exposé introductif.

- Sont intervenus dans la discussion générale : MM. Rik Daems et Dirk Van der Maelen et Mme Meyrem Almaci.

- Le ministre a répondu aux questions des membres.

- Tous les articles ainsi que l'ensemble du projet de loi ont été adoptés par 12 voix et 1 abstention.

4. Projet de loi assurant la transposition de la directive 2007/44/CE relative aux procédures et critères d'évaluation prudentielle des acquisitions de participation dans des entités du secteur financier, n° 2011/1.

- Rapporteur : M. Rik Daems.

- Le ministre a donné un exposé introductif.

- Sont intervenus : MM. Rik Daems et Hendik Bogaert et Mme Meyrem Almaci.

- Le ministre a répondu aux questions des membres.

- Tous les articles ainsi que l'ensemble du projet de loi a été adopté par 12 voix et 2 abstentions.



5. Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "la prorogation dans le secteur de la construction de la mesure d'aide de réduction du taux de la TVA" (n° 13590).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles a répondu.

6. Question de M. Ben Weyts au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur "l'emploi des langues au SPF Finances" (n° 13591).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles a répondu.

7. Question de Mme Sofie Staelraeve au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur « le contrôle fiscal des asbl" (n° 13641).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles a répondu.

8. Question et interpellation jointes :

- Question de Mme Barbara Pas au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur « une très importante fraude commise à la Loterie Nationale (n° 13662).

- Interpellation de M. Jan Jambon au vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles sur « la dissimulation d'une fraude portant sur plusieurs millions par la Loterie nationale » (n° 336).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles a répondu.

- L'interpellation n° 336 a eu lieu.

- Une motion de recommandation a été déposée par M. Jan Jambon.

- Une deuxième motion de recommandation a été déposée par M. Hagen Goyvaerts et Mme Barbara Pas.

- Une motion pure et simple a été déposée par Mmes Ingrid Claes, Josée Lejeune et M. Luk Van Biesen.

9. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles sur « la réception d'un formulaire de déclaration » (n° 13741).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles a répondu.

10. Question de M. Hagen Goyvaerts au vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles sur « la enième panne de Tax-on-web » (n° 13757).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles a répondu.

11. Question de M. Raf Terwingen au vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles sur « la réduction d'impôt pour les dépenses faites en vue d'économiser l'énergie » (n° 13759).

- Le vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles a répondu.

Prochaine séance : lundi 22 juni 2009.



Intérieur

COMMISSION DE L'INTÉRIEUR, DES AFFAIRES GÉNÉRALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

Président : M. André Frédéric

➤ **MERCREDI 17 JUIN 2009**

1. Question de M. Stefaan Van Hecke à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique sur “le congé parental pour les fonctionnaires” (n° 12912).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

2. Question de M. Dirk Van der Maelen au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur “les principes généraux de droit fiscal” (n° 13285).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

3. Question de M. Stefaan Vercamer au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles sur “la conclusion, par les administrations provinciales, de contrats-cadres avec le service d’achat central fédéral” (n° 13551).

- Le vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles a répondu.

4. Question de Mme Leen Dierick à la ministre de la Politique de migration et d’asile sur “le visa Schengen de type C” (n° 12590).

- Le ministre de la Politique de migration et d’asile a répondu.

5. Question de M. Stefaan Vercamer à la ministre de la Politique de migration et d’asile sur “les positions du Centre pour l’égalité des chances et la lutte contre le racisme concernant la réforme du Code de la nationalité belge” (n° 13421).

- Le ministre de la Politique de migration et d’asile a répondu.

6. Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Politique de migration et d’asile sur “la lutte contre la migration illégale de transit” (n° 13547).

- Le ministre de la Politique de migration et d’asile a répondu.

7. Question de M. Michel Doomst à la ministre de la Politique de migration et d’asile sur “plus d’Europe en matière de migration” (n° 13549).

- Le ministre de la Politique de migration et d’asile a répondu.



8. Question de M. Ben Weyts au ministre de l'Intérieur sur "la rétention de convocations électorales" (n° 13581).

- Le ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

9. Question de Mme Leen Dierick au ministre de l'Intérieur sur "les volontaires qui ont siégé dans les bureaux de vote" (n° 13602).

- Le ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

10. Question de M. Stefaan Vercamer au ministre de l'Intérieur sur "le soutien aux réseaux d'information locale dans la province de Flandre orientale" (n° 13625).

- Le ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

11. Question de M. Robert Van de Velde au ministre de l'Intérieur sur « la capacité opérationnelle des services de sécurité en cas d'attentat terroriste complexe en Belgique, comparable à celui perpétré à Mumbai fin 2008 » (n° 16633).

- Le ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

12. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur « l'aide adéquate la plus rapide » (n° 13664).

- Le ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

13. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur « les interventions des pompiers auprès de réfugiés » (n° 13665).

- Le ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

14. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur « le délai d'intervention des services de secours » (n° 13666).

- Le ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

15. Question de M. Jean-Jacques Flahaux au ministre de l'Intérieur sur « le refus de recrutement de policiers » (n° 13689).

- Le ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

16. Question de M. Michel Doomst au ministre de l'Intérieur sur « les volontaires pour la médiation de voisinage » (n° 13699).

- Le ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

17. Question de M. Stefaan Van Hecke au ministre de l'Intérieur sur « la demande des agents de sécurité de recevoir une arme supplémentaire » (n° 13735).

- Le ministre de la Politique de migration et d'asile a répondu.

Prochaine séance : mercredi 24 juin 2009.



Suivi des missions à l'étranger

COMMISSION CHARGÉE DU SUIVI DES MISSIONS À L'ÉTRANGER

Président : M. Francis Delpérée (S)

➤ JEUDI 18 JUIN 2009

Réunion à huis clos

Exposé de M. Pieter De Crem, ministre de la Défense, sur la situation en Afghanistan.

- Echange de vues.

- Le ministre de la Défense a donné un exposé introductif concernant la situation en Afghanistan et la présence de militaires belges.

- Le ministre a répondu aux questions des membres.

Prochaine réunion : jeudi 25 juin 2009.

Concertation parlementaire

RÉUNION COMMUNE DE LA COMMISSION PARLEMENTAIRE DE CONCERTATION

Présidents : MM. Patrick Dewael et Armand De Decker

➤ JEUDI 18 JUIN 2009

1. Projet de loi portant diverses dispositions concernant le casier judiciaire central, n° 52-1997/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Décision du 18 juin 2009 : le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

2. Projet de loi relatif à l'obligation d'incorporation de biocarburant dans les carburants fossiles mis à la consommation, n° 52-2037/1.

Demande d'urgence du gouvernement (application de l'article 80 de la Constitution et de l'article 12, § 2, de la loi du 6 avril 1995 organisant la commission parlementaire de concertation).

- Décision du 18 juin 2009 : le délai d'évocation est fixé à 5 jours et le délai d'examen à 20 jours.

3. Projet de loi portant modification de la loi du 7 mai 1999 sur les jeux de hasard, les établissements de jeux de hasard et la protection des joueurs, du Code des taxes assimilées aux impôts sur les revenus, de la loi du 26 juin 1963 relative à l'encouragement de l'éducation physique, de la pratique des sports et de la vie en plein air ainsi qu'au contrôle des entreprises qui organisent des concours de paris sur les résultats d'épreuves sportives et de la loi du 19 avril 2002 relative à la rationalisation du fonctionnement et de la gestion de la Loterie Nationale, n°s 52-1992/1 et 2.

Concertation sur la procédure législative à suivre.

- Décision du 18 juin 2009 : les articles 10 à 26 du projet de loi doivent être traités conformément à la procédure stipulée à l'article 77 de la Constitution.

- Les autres articles du projet de loi doivent être traités conformément à la procédure stipulée à l'article 78 de la Constitution.





SÉANCE PLÉNIÈRE

Ce chapitre mentionne:

- *les principaux points abordés au cours des séances plénières de la semaine écoulée;*
- *l'objet des projets et propositions de loi discutés et votés;*
- *le résultat des votes.*

Le numéro figurant à la suite de l'intitulé des projets et propositions de loi est celui du document parlementaire correspondant (voir aussi annexe 2 – projets de loi, propositions et rapports de commission);

Le chiffre figurant entre parenthèses à la suite de la date de la séance plénière est celui qui identifie la séance dans les publications officielles de la Chambre: le Compte rendu analytique qui publie les synthèses des débats et le Compte rendu intégral qui contient le texte intégral (voir "les publications de la Chambre" en dernière page du présent bulletin).

➤ **JEUDI 18 JUIN 2009, APRÈS-MIDI (103)**

PROPOSITION DE RESOLUTION

Proposition de résolution (Mmes Yolande Avontroodt, Maggie De Block, Katia della Faille de Leverghem et M. Geert Versnick) relative à un plan d'action en faveur de l'enfant hospitalisé, n^{os} 482/1 à 4

La proposition de résolution (n° 482) est adoptée à l'unanimité des 123 votants

QUESTIONS ORALES

Le Comité de concertation en tant que forum pour la poursuite de la réforme de l'État

Question de :

M. Gerolf Annemans (VB) au premier ministre (n° P1187)



Les revendications des producteurs laitiers

Question de :

Mme Thérèse Snoy et d'Oppuers au premier ministre (n° P1188)

Le rapport Lamfalussy

Questions jointes de :

- M. Luk Van Biesen (Open Vld) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1189)
- M. Dirk Van der Maelen (sp.a) au premier ministre (n° P1190)
- Mme Meyrem Almaci (Ecolo-Groen!) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1191)
- M. Robert Van de Velde (LDD) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1192)

Tax-on-web

Question de :

M. Roel Deseyn (CD&V) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1193)

L'assurance hospitalisation

Question de :

Mme Katrien Partyka (CD&V) au vice-premier ministre et ministre des Finances et des Réformes institutionnelles (n° P1194)

La surveillance des autoroutes au moyen d'hélicoptères

Question de :

M. Josy Arens (cdH) au ministre de l'Intérieur (n° P1220)

La location par la SNCB d'un immeuble inoccupé

Question de :

Mme Ine Somers (Open Vld) au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles (n° P1197)



La procédure de départ des trains

Questions jointes de :

- M. Michel Doomst (CD&V) (n° P1198)
- M. Patrick De Groot (N-VA) (n° P1199)
- M. Bruno Stevenheydens (VB) (n° P1200)
- M. Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!) (n° P1202)
- M. David Lavaux (cdH) (n° P1203)
- Mme Valérie De Bue (MR) au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles (n° P1204)

L'administrateur délégué de La Poste

Question de :

M. Georges Gilkinet (Ecolo-Groen!) au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles (n° P1205)

L'impunité

Questions jointes de :

- M. Stefaan Van Hecke (Ecolo-Groen!) (n° P1208)
- Mme Hilde Vautmans (Open Vld) (n° P1210)
- Mme Els De Rammelaere (N-VA) (n° P1211)
- M. Bert Schoofs (VB) (n° P1212)
- Mme Sonja Becq (CD&V) (n° P1209)
- M. Renaat Landuyt (sp.a) au ministre de la Justice (n° P1213)

Les tatouages sur le visage

Question de :

Mme Katia della Faille de Leverghem (Open Vld) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique (n° P1195)

L'évaluation de la profession de médecin généraliste

Question de :

M. Daniel Bacquelaine (MR) à la vice-première ministre et ministre des Affaires sociales et de la Santé publique (n° P1196)



Les fonds de pension

Questions jointes de :

- M. Hendrik Daems (Open Vld) (n° P1214)
- Mme Sarah Smeyers (N-VA) à la ministre de l'Intégration sociale, des Pensions et des Grandes villes (n° P1215)

PARLEMENT EUROPEEN - INCOMPATIBILITÉ

Conformément à l'article 42 de la loi du 23 mars 1989, la Chambre se prononce sur les incompatibilités qui s'appliquent aux élus belges au Parlement européen avant l'installation du Parlement européen – le 14 juillet 2009 – et communique ces décisions au Parlement européen avant sa séance de rentrée.

A la suite de différentes décisions du Bureau de la Chambre, les membres qui ont été installés le jour de la séance d'ouverture du Parlement européen sans avoir préalablement démissionné de leur fonction de membre de la Chambre ou sans avoir fait part, immédiatement après leur installation au Parlement européen, qu'ils renonçaient à leur mandat à la Chambre, sont réputés démissionnaires d'office.

L'Acte du 20 septembre 1976 portant l'élection des membres du Parlement européen au suffrage universel direct prévoit que la qualité de membre du Parlement européen est incompatible avec celle de membre d'un Parlement national.

La question de savoir à partir de quel moment l'incompatibilité est établie appelle une réponse dénuée de toute ambiguïté. En l'absence de réponse univoque de la part du Parlement européen, il y a lieu de s'en tenir à la pratique antérieure. Cela signifie concrètement que les membres de la Chambre élus au Parlement européen sont censés céder leur siège avant le 14 juillet 2009 au plus tard, sinon ils seront considérés comme démissionnaires de plein droit de leur mandat de parlementaire fédéral.

Le président de la Chambre est chargé de vérifier si les conditions d'éligibilité des suppléants sont encore remplies lorsque des démissions de parlementaires européens interviennent au-delà du 14 juillet 2009 et avant septembre/octobre 2009 afin de pouvoir présenter leur candidature au Parlement européen.



RÉCLAMATIONS CONTRE LES OPÉRATIONS ÉLECTORALES DU 7 JUIN 2009 CONCERNANT L'ÉLECTION DU PARLEMENT EUROPÉEN

77 réclamations ont été introduites contre les opérations électorales du 7 juin 2009 concernant l'élection du Parlement européen.

Ces réclamations ont été renvoyées à la commission spéciale, chargée de vérifier la validité des opérations électorales et les réclamations relatives aux élections européennes du 7 juin 2009.





RELATIONS INTERNATIONALES

DEN HELDER, MERCREDI 10 JUIN 2009

VISITE D'UNE DÉLÉGATION DE LA COMMISSION DE LA DÉFENSE NATIONALE À L'AMIRAL BENELUX (ABNL)

Le mercredi 10 juin 2009, une délégation de la commission de la Défense nationale de la Chambre des représentants, conduite par son président, M. Ludwig Vandenhove, a accompagné le ministre de la Défense, M. Pieter De Crem, lors d'une visite de travail au quartier général de l'ABNL à Den Helder. Outre le président de la commission, les membres suivants ont également participé à la visite : Mmes Ingrid Claes, Lieve Van Daele et Brigitte Wiaux et MM. Patrick De Groot, Gerald Kindermans, Luc Sevenhans, Bruno Stevenheydens et Francis Van den Eynde. Les membres de la commission ont été accueillis à Den Helder par l'amiral de division Jean-Paul Robyns et ses collaborateurs.

L'ABNL est un partenariat formel entre la Marine royale néerlandaise et la Marine belge mis en œuvre depuis janvier 1996 à la suite d'un accord de coopération conclu entre la Belgique et les Pays-Bas le 28 mars 1995. Il en a résulté la mise sur pied d'un commandement intégré sous les ordres de l'Amiral Benelux (ABNL) et une collaboration intensive dans de nombreux domaines tels que la formation. Dans ce cadre, un des objectifs de l'ABNL est par exemple aussi de mener des activités opérationnelles communes. Outre le fait de pouvoir disposer d'une quantité plus importante de matériel, la plus-value de l'accord ABNL réside également dans le partage et le maintien de l'expertise et du savoir-faire acquis par les deux marines. La mission principale de l'ABNL consiste à pouvoir mettre à la disposition des chefs d'état-major néerlandais et belges respectifs des unités maritimes opérationnelles néerlandaises et belges.

Au cours d'un briefing introductif, des informations concernant l'organisation de l'ABNL (après la restructuration des forces armées néerlandaises) ont été fournies à la commission. Quelques dizaines de membres du personnel de la Marine belge sont en permanence en poste à Den Helder dans le cadre de la mise en œuvre concrète de l'accord de coopération.

La coopération belgo-néerlandaise offre des avantages aux deux parties, parce que les capacités dont elles disposent sont en partie complémentaires mais en partie aussi identiques (ce qui permet un accroissement considérable des capacités). Les Pays-Bas et la Belgique disposent ainsi notamment ensemble de 8 frégates. L'attention a été attirée sur les principaux avantages, tels qu'un rendement considérable avec un minimum de personnel, le maintien d'un niveau de qualité élevé du personnel de la marine, un meilleur échange d'informations (24 heures sur 24) et la collaboration dans le cadre de la mise en place de nouvelles capacités. Il a également été souligné qu'il est essentiel que la Belgique participe au programme de consolidation des frégates M.

La délégation a ensuite visité le Kustwachtcentrum (centre des garde-côtes).



Au cours de la visite, le ministre De Crem a également eu un bref entretien avec le secrétaire général néerlandais de la Défense, M. Ton Annink.

La délégation a ensuite été reçue à l'Ecole opérationnelle belgo-néerlandaise chargée de la formation opérationnelle du personnel des deux marines. Dans cette école, une vingtaine de Belges dispensent des formations et des entraînements en collaboration avec leurs collègues néerlandais depuis 1996. Les formations concernent principalement les domaines de la communication, de la lutte anti-sous-marine et de la guerre en surface, de la défense aérienne et de la guerre électronique.

Enfin, la visite s'est achevée par une visite du *Hr. Ms. Rotterdam*, un navire amphibie construit en 1997, dont la marine néerlandaise possède deux exemplaires. Ce type de navires peut transporter un bataillon complet de fusiliers marins (environ 600 hommes) avec leurs équipements, véhicules, hélicoptères et véhicules de débarquement. Ces navires sont équipés d'un pont pour véhicules, de trois ascenseurs et d'une cale permettant aux véhicules de débarquement d'entrer et de sortir par l'arrière du navire (*landing platform dock*). Le *Rotterdam* peut servir au commandement, aux opérations de lutte contre les catastrophes et aux évacuations et est équipé d'un vaste complexe hospitalier avec 10 lits de soins intensifs et des chambres de traitement.



COMMUNIQUES DE PRESSE

COMMUNIQUÉS DE PRESSE DU PRÉSIDENT DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS

VOUS POUVEZ CONSULTER LES COMMUNIQUÉS DE PRESSE SUR NOTRE SITE :
WWW.LACHAMBRE.BE, SOUS LA RUBRIQUE « À LA UNE » ET/OU « COMMUNIQUÉS DE PRESSE ».

➤ JEUDI 18 JUIN 2009

THE HUMAN COST OF URANIUM WEAPONS - LA BELGIQUE À L'AVANT-GARDE DE LA LUTTE CONTRE LES ARMES À L'URANIUM APPAUVRI

UNE EXPOSITION DE PHOTOGRAPHIES DE LA COALITION BELGE "HALTE AUX ARMES À L'URANIUM"

A l'occasion de l'entrée en vigueur de la loi du 20 juin 2007 interdisant les armes à l'uranium appauvri, le président DEWAEEL inaugurerà le jeudi 18 juin 2009 à 12 heures 15 au péristyle de la Chambre l'exposition : « The Human Cost of Uranium Weapons ».

Monsieur Al-Ali JAHWAD, directeur du Centre d'oncologie de Basra, Irak, témoignera à cette occasion des conséquences dramatiques de l'utilisation de ces armes.

Déroulement du vernissage:

Inauguration par le président Patrick **DEWAEEL** à 12 heures 15 au péristyle.

Suivront ensuite les exposés

- du docteur Al-Ali **JAHWAD**, directeur du Centre de lutte contre le cancer à Basra, Irak,
- de Monsieur Dirk **VAN DER MAELEN**, membre sp.a de la Chambre,
- de madame Ria **VERJAUW** de la Coalition belge « Halte aux armes à l'Uranium ».

La Belgique à l'avant-garde

La loi du 20 juin 2007 interdit la production, le stockage, la vente, la fourniture, le transport et l'emploi de munitions inertes et blindages contenant de l'uranium appauvri. Elle fait de la Belgique le premier pays au monde à bannir les armes à l'uranium.

Cette loi entrera en vigueur le 21 juin 2009. Pour plus d'informations : voir les documents de la Chambre des représentants : 51/107, 2053, 2199 sur

<http://www.lachambre.be/kvvcr/showpage.cfm?section=/flwb&language=fr&rightmenu=right&cfm=flwbn.cfm?lang=F&legislat=51&dossierID=2199>

Et aussi :

www.motherearth.org

www.bandepleteduranium.org





PUBLICATIONS

Cette rubrique mentionne quelques publications que la rédaction juge susceptibles d'intéresser le lecteur.

CHAMBRE

Documents parlementaires :

- 52 2044/001 DU 11 JUIN 2009

Rapport sur un échange de vues avec Monsieur Vladimír Špidla, Commissaire européen chargé de l'Emploi, des Affaires sociales et de l'Égalité des Chances sur flexicurité fait par Monsieur Stefaan Vercaemer

Bulletin des questions et réponses :

- 52/065 DU 15 JUIN 2009

Questions et réponses écrites





ANNEXES





DEMANDES D'INTERPELLATION

Les demandes d'interpellation sont déposées au bureau de la Chambre qui les renvoie en réunion publique de commission. Sur avis de la Conférence des présidents, le président peut toutefois décider qu'une interpellation présentant un intérêt général ou politique particulier sera développée en séance plénière ou décider de la transformer en question orale ou écrite.

➤ **0335 Infrastructure**

Interpellation de M. Joseph ARENS au vice-premier ministre et ministre de la Fonction publique, des Entreprises publiques et des Réformes institutionnelles sur "la position de la SNCB concernant l'atelier de Stockem".

➤ **0336 Finances**

Interpellation de M. Jan JAMBON au vice-premier ministre et ministre des Finances et Réformes institutionnelles sur "la dissimulation d'une fraude portant sur plusieurs millions par la Loterie nationale".

➤ **0337 Affaires sociales**

Interpellation de Mme Muriel GERKENS à la vice-première ministre et ministre de l'Emploi et de l'Égalité des chances sur « le respect du temps de travail des candidats stagiaires médecins spécialistes ».





PROJETS DE LOI, PROPOSITIONS,
RAPPORTS DE COMMISSIONS ET
COMPTES-RENDUS

Les projets et propositions de loi déposés à la Chambre ainsi que les rapports de commission sont publiés sous forme de documents parlementaires.

Ces documents portent un numéro d'ordre principal attribué lors du dépôt à chaque projet ou proposition; suit un numéro subséquent attribué aux différents documents (avis du Conseil d'État, amendements, rapports de commission ...) qui s'y rattachent. Suit enfin la mention de la session parlementaire au cours de laquelle le projet ou la proposition a été déposé.

Tous les documents parlementaires peuvent être commandés (voir dernière page du bulletin : « Publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique »).

Ils peuvent également être consultés sur le site Internet de la Chambre: <http://www.lachambre.be>, sous la rubrique « Documents parlementaires ». Une sous rubrique mentionne les documents les plus récents.

Les comptes rendus des séances plénières et des commissions peuvent également être consultés sur le site, sous la rubrique « Séances plénières » (compte rendu analytique et intégral) et sous la rubrique « Commissions » (discussion des textes de loi, des interpellations et des questions orales).





AVIS DU CONSEIL D'ÉTAT

La section de législation du Conseil d'État donne un avis motivé sur le texte d'un projet, d'une proposition de loi ou d'un amendement dont la Chambre est saisie lorsqu'elle y est invitée par le président de la Chambre. Celui-ci est tenu de solliciter cet avis lorsque 71 membres au moins ou la majorité des membres d'un groupe linguistique le demande. Il peut solliciter cet avis pour tout projet, proposition ou amendement à un projet ou proposition. (Pour mémoire, les avant-projets de loi du gouvernement doivent être soumis à l'avis du Conseil d'État).

La présente annexe mentionne les avis remis par le Conseil d'État à la demande du Président de la Chambre, lesquels sont publiés sous forme de document parlementaire. Il est également fait mention des textes pour lesquels le président de la Chambre sollicite l'avis du Conseil d'État.

Les documents parlementaires peuvent être obtenus auprès du service des Affaires générales, du comptoir des documents de la Chambre ou auprès des imprimeurs (voir dernière page du bulletin: « publications de la Chambre des représentants et du Sénat de Belgique »).

➤ **Doc 52 1292/002 DU 8 JUIN 2009**

Avis du Conseil d'Etat n° 46.350/AG du 12 mai 2009 sur la proposition de loi modifiant la loi du 21 mars 1991 portant réforme de certaines entreprises publiques économiques en ce qui concerne l'indemnité de licenciement des membres du comité de direction

➤ **Doc 52 1870/002 DU 15 JUIN 2009**

Avis du Conseil d'Etat n° 46.641/2 du 2 juin 2009 sur la proposition de loi complétant le Code pénal en vue de lutter contre la violence psychique





ASSEMBLEES
PARLEMENTAIRES
INTERNATIONALES

CONSEIL INTERPARLEMENTAIRE CONSULTATIF DE BENELUX

Bulletin Interparlementaire de Benelux 5-2009 – Mai 2009

Raadgevende Interparlementaire Beneluxraad

Conseil Interparlementaire Consultatif de Benelux

*Interparlementaire
Benelux Nieuwsbrief*

*Bulletin Interparlementaire
de Benelux*

5 - 2009

MEI 2009 — MAI 2009







ADDENDA





AGENDA DES SÉANCES PLÉNIÈRES ET DES RÉUNIONS DE COMMISSIONS

Les agendas des commissions et des séances plénières sont disponibles sur le site Internet de la Chambre (www.lachambre.be), rubriques « Agenda des réunions de commissions » et « Agenda des séances plénières ».

MONOGRAPHIES PUBLIÉES PAR LA CHAMBRE - BON DE COMMANDE

TITRE	EURO	NOMBR.	PRIX TOTAL
Législation			
La Constitution belge (octobre 2007) <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	2,50	.....	.....
La Constitution belge – édition « cartonnée »	5,00	.....	.....
Loi du 13 mai 1880 sur les enquêtes parlementaires, modifiée par la loi du 30 juin 1996	1,20	.....	.....
Série de brochures "Précis de Droit parlementaire"			
<input type="checkbox"/> L'irresponsabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> L'inviolabilité parlementaire (mars 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> La Cour constitutionnelle (octobre 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> L'influence des arrêts de la Cour d'arbitrage sur le travail parlementaire (novembre 2001)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Les lois spéciales de réformes institutionnelles (octobre 2001)	2,50	.....	.....
Information parlementaire			
<input type="checkbox"/> Liste d'adresses des députés composition politique –groupes linguistiques -composition des commissions - relevé statistique des activités	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Dépenses électorales: élections 18 mai 2003	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Rapport annuel 2005-2006	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> Règlement de la Chambre + Annexes (octobre 2007)	2,50	.....	.....
<input type="checkbox"/> L'Histoire de la Chambre des représentants	15,00	.....	.....
<input type="checkbox"/> La faillite de la Sabena (rapport + annexes)	5,00	.....	.....
Fiches "info" parlementaires			
Informations sur les structures de l'État fédéral et fonctionnement du parlement fédéral <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	1,20	.....	.....
Parlamentum Belgicum – Livre de photographies	4,00	.....	.....
Cent ans de débats insolites à la Chambre et au Sénat ; Emile Toebosch, Chambre des représentants 2001 ; 182 pp.	5,00	.....	.....
« Le Parlement » (iconographie)	2,50	.....	.....
« Le Palais de la Nation » (W. Van den Steene)	30,00	.....	.....
Les députés 1894-1969 – facsimilé (Van Molle) - biographie	2,50	.....	.....
Brochure « Dessins satiriques »	2,00	.....	.....
Film DVD: "Le Parlement fédéral de la Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG <input type="checkbox"/> Vidéo <input type="checkbox"/> DVD	6,20	.....	.....
Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" encadrée	70,00	.....	.....
Gravure : "Vue de l'Hôtel des Etats Généraux à Bruxelles" non encadrée	10,00	.....	.....
Dépliants			
Dépliant "Le Parlement fédéral de Belgique" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N <input type="checkbox"/> ALL <input type="checkbox"/> ANG	gratuit	.....	.....
Dépliant "L'hémicycle – Chambre des représentants" <input type="checkbox"/> F <input type="checkbox"/> N	gratuit	.....	.....

BON DE COMMANDE – MONOGRAPHIES DE LA CHAMBRE

A renvoyer à : Chambre des représentants - Service des Affaires générales – 1008 BRUXELLES

NOM _____

ADRESSE _____

Veuillez verser le montant correspondant au compte n° **000-0019220-14** de la Chambre des représentants
– 1008 Bruxelles (IBAN BE94 0000 0192 2014 BIC BPOTBEB1)

La commande sera exécutée dès réception du paiement. Il n'est pas fourni de facture.

PUBLICATIONS DE LA CHAMBRE DES REPRÉSENTANTS ET DU SÉNAT

	BELGIQUE		ETRANGER	
	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS	ABONNEMENT PAR SESSION PARLEMENTAIRE (1)	NUMÉROS SÉPARÉS
Compte rendu intégral définitif Chambre et Sénat Reproduction intégrale des débats des Chambres législatives, dans la langue de l'orateur	95,00 euro (2)	2,00 euro (3)	270,00 euro (2)	6,00 euro (3)
Bulletin des questions et réponses (bilingue) (version intégrale) Questions posées par les parlementaires et réponses du gouvernement (version raccourcie)	40,00 euro (2) 20,00 euro	2,00 euro (3) 1,00 euro	120,00 euro (2) 60,00 euro	6,00 euro (3) 3,00 euro
Compte rendu analytique Chambre Résumé des débats publié le lendemain des séances-bilingue	15,00 euro	1,00 euro	45,00 euro	3,00 euro
Informations parlementaires Bulletin hebdomadaire	15,00 euro	/	45,00 euro	/
(1) session parlementaire: en principe d'octobre à octobre (2) Chambre et Sénat (3) Chambre ou Sénat				
Informations et commandes pour les publications susmentionnées: Service Affaires générales – tél.: (02) 549 81 79 fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de «Publications de la Chambre des représentants – 1008 Bruxelles» (IBAN BE41 0001 6584 2810 BIC BPOTBEB1) Veuillez mentionner clairement: <ul style="list-style-type: none"> - Nom et adresse complète du souscripteur - Adresse d'expédition si elle diffère de l'adresse du souscripteur - Description précise de la publication souhaitée (titre, date, numéro, session et langue) ➤ Le montant de l'abonnement est dû en totalité, quelle que soit la date de souscription; les numéros antérieurs à la date de paiement ne sont pas fournis ➤ L'abonnement prend cours dès réception du paiement et ne peut être résilié ➤ La Chambre n'est pas assujettie à la TVA 				
Documents parlementaires de la Chambre Projets et propositions de loi, amendements, propositions de résolution, rapports de commission, avis du Conseil d'État, etc - abonnement complet avec budgets - abonnement complet sans budgets - abonnements thématiques - numéros séparés Frais administratifs en cas de commande de numéros séparés à 2,50 EUR: 0,75 EUR	BELGIQUE 0,0744 euro par page imprimée ÉTRANGER 0,0744 euro par page imprimée + frais de port	Informations et commandes: <u>Chambre des représentants</u> Service des Affaires générales 1008 BRUXELLES tél.: (02) 549 81 58: renseignements (02) 549 81 60: commandes fax: (02) 549 82 74 Compte n° 000-1648428-10 de «Publications de la Chambre des représentants» Paiement dès réception du décompte		